



PRÉFET DU VAR

Direction Départementale
des Territoires et de la Mer
du Var

VINCI IMMOBILIER MEDITERRANEE
Le Crystal Palace
369-371 promenade des anglais
CS 53064
06202 NICE CEDEX 3

Service de l'Eau et des
Milieux Aquatiques du Var

Dossier suivi par :
Olivier CHAMPY

Mèl : olivier.champy@var.gouv.fr

Tél. : 0489964369
Fax : 0492305504

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement :
Projet de réalisation de 90 logements répartis sur 9 bâtiments - quartier St Victor sur la commune de TRANS-EN-PROVENCE
Accord sur dossier de déclaration
Copies : AFB + Mairie De TRANS EN PCE 25 avenue de la gare 83720 Trans en Provence + DDTM/SAD + Bureau d'études ALIZE Environnement - bureau du Var - 164 avenue de la tour 83490 LE MUY

Réf. :83-2019-00022 / D1809

TOULON, le 02 Avril 2019

Monsieur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant l'opération :

Projet de réalisation de 90 logements (54 logts libres et 36 logts sociaux) répartis sur 9 bâtiments, quartier Saint-Victor sur la commune de TRANS-EN-PROVENCE

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 02 Avril 2019, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la commune de TRANS EN PCE pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du VAR durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre mois. En cas de recours par les tiers, la décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,
La Chef du service de l'eau et des milieux aquatiques,


Chantal REYNAUD

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.